



Alors que les trois versants de la Fonction publique (d'Etat, territoriale et hospitalière) continuent de démontrer chaque jour, grâce à l'engagement de ses agent·e·s, leur caractère indispensable, le gouvernement poursuit sur la voie de son affaiblissement et ne procède à aucune inflexion budgétaire du niveau nécessaire pour répondre pleinement aux besoins de la population.

Pire, il refuse de s'engager sur le principe même de mesures générales d'augmentation des salaires et des pensions pour l'ensemble des agent·e·s et retraité·e·s. La question de la revalorisation des filières féminisées restent aussi d'actualité et aucun rendez-vous salarial n'est fixé.

De plus, les réformes régressives en matière d'emploi public, de désorganisation des missions, d'allongement du temps de travail, de remise en cause des droits et garanties statutaires se poursuivent **notamment avec la loi de Transformation de la Fonction Publique dont nous demandons l'abrogation.**

Aussi, les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires de la Fonction Publique du Loiret, comme au plan national, estiment indispensable de peser afin que s'ouvrent rapidement de véritables négociations.

Elles exigent, avec tous les personnels et retraité·e·s des 3 Fonctions Publiques :

- **le dégel immédiat de la valeur du point d'indice et une revalorisation générale de tous les salaires qui compense la perte de pouvoir d'achat cumulée depuis plusieurs années**
- **des recrutements statutaires à la hauteur des besoins de la population et la titularisation de tous les précaires.**

Plus spécifiquement pour les agent·e·s territoriaux :

- **le maintien des accords sur le temps de travail dans les collectivités et la baisse générale du temps de travail, sans baisse de salaires et avec les embauches correspondantes.**

Et chez les personnel·le·s de la santé et du social :

- **des effectifs et un financement à la hauteur des besoins,**
- **le maintien et l'amélioration des conventions collectives**
- **la non marchandisation de la santé, du soial et du médico social**

Pour la satisfaction de ces besoins qui engendrent des services publics forts, des agents publics en nombre et bien rémunérés, elles appellent à se mobiliser, y compris par la grève, et à participer massivement à la

**manifestation mardi 15 juin à 10h30 à Orléans devant le Conseil
Départemental jusqu'à l'ARS (Agence Régional de Santé) à la cité
Coligny.**